



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/17429
30 août 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 29 AOUT 1985, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA THAILANDE AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et comme suite à la note de ce dernier portant la cote SCPC 2-2-4 (84) et datée du 21 décembre 1984, concernant les mesures prises par le Gouvernement thaïlandais en application de la résolution 558 (1984) du Conseil de sécurité sur la question de l'Afrique du Sud, a l'honneur de l'informer de ce qui suit :

La politique de la Thaïlande à l'égard de l'Afrique du Sud a été et demeure fondée sur l'opposition à la politique et aux pratiques d'apartheid en Afrique du Sud qui sont suivies par le régime de Pretoria, et sur la condamnation de cette politique et de ces pratiques. Le Gouvernement thaïlandais a apporté un appui résolu et s'est strictement conformé à toutes les résolutions et décisions concernant l'Afrique du Sud qui ont été adoptées par l'ONU, en particulier la résolution 558 (1984) du Conseil de sécurité. Le Gouvernement thaïlandais impose également, depuis le 28 juillet 1978, et ce de son propre chef, des sanctions commerciales contre l'Afrique du Sud. Dans ce contexte, le Ministère thaïlandais du commerce a publié des règlements appropriés interdisant les échanges bilatéraux entre la Thaïlande et l'Afrique du Sud. Ces règlements sont également applicables aux importations, en provenance d'Afrique du Sud, d'articles tels que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 2 de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité. De fait, les forces armées royales thaïlandaises n'ont jamais acheté d'armes, de munitions de quelque type que ce soit, ou de véhicules militaires produits en Afrique du Sud et n'ont aucune intention de le faire.

Le Représentant permanent de la Thaïlande souhaiterait que la présente note soit distribuée comme document du Conseil de sécurité.
